

MICHÈLE
DEBONNEUIL

La révolution

QUATERNAIRE

**Créer 4 millions d'emplois,
c'est possible !**

La Révolution quaternaire

Du même auteur

L'Espoir économique : vers la révolution du quaternaire,
Bourin éditeur, 2007.

Productivité et emploi dans le tertiaire, avec Pierre Cahuc
(dir.), La Documentation française, coll. « Rapports du
Conseil d'analyse économique », 2004.

Compétitivité, avec Lionel Fontagné (dir.), La Docu-
mentation française, coll. « Rapports du Conseil d'analyse
économique », 2003.

Nouvelle Économie, avec Daniel Cohen (dir.), La Docu-
mentation française, coll. « Rapports du Conseil d'ana-
lyse économique », 2000.

Michèle Debonneuil

La Révolution quaternaire

Créer 4 millions d'emplois,
c'est possible !

Préface de
Jean-Louis Borloo

L'Observatoire

ISBN : 979-10-329-0148-9
Dépôt légal : 2017, novembre
© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2017
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Pour Côme et tous nos petits-enfants...

« J'ai décidé d'emprunter un chemin qui, n'ayant encore été parcouru par personne, me vaudra certainement peines et difficultés. »

Machiavel

« Sans vision, les peuples périssent. »

Lyndon Johnson

Sommaire

Préface de Jean-Louis Borloo	13
Avant-propos : Élargir le cadre... pour reprendre la main	15

I^{re} PARTIE

LA FIN DU TRAVAIL : UNE AFFAIRE À PRENDRE AU SÉRIEUX...

1. Croissance en berne et plein-emploi en trompe-l'œil	21
2. Une révolution silencieuse : produire à coût marginal nul	33
3. Un paradigme redoutable : par-delà le bien et le mal	53

II^e PARTIE

LES LEÇONS DE L'HISTOIRE : APRÈS LES BIENS ET SERVICES, LES SOLUTIONS

1. La révolution technologique de la mécanique	59
---	----

2. La révolution technologique du numérique	71
--	----

III^e PARTIE
LES SOLUTIONS QUATERNAIRES :
LES NOCES DU NUMÉRIQUE,
DE L'EMPLOI ET DE LA NATURE

1. De tout nouveaux produits, complémentaires et plus satisfaisants	81
2. Pour en finir avec le chômage : le « travail à trois » sur les lieux de vie	93
3. Le coup d'accélérateur du « plan quaternaire »	125
Conclusion	133
Remerciements	137

Préface

Lorsque j'étais ministre de l'Emploi, j'ai mis en œuvre le plan des services à la personne que Michèle Debonneuil proposait dans un rapport du Conseil d'analyse économique. Depuis, chaque année, ce sont des dizaines de milliers de postes de salariés formés et bien payés qui sont créés dans ce secteur d'activité désormais considéré comme le plus important gisement d'emplois. Hé oui, le volontarisme, ça marche ! Le politique peut avoir prise sur la vie des gens.

Aujourd'hui, la situation est grave. Nous vivons un bouleversement d'une ampleur et d'une vitesse inégalée dans l'histoire de l'humanité, somme d'opportunités pour les uns, mais de grande anxiété pour la plupart. Michèle Debonneuil nous montre dans ce livre que des solutions existent pourtant : chacun pourra trouver un bon emploi et une place dans la nouvelle économie numérique qui ouvrira un nouveau grand cycle de croissance durable de plein-emploi. Mais il faudra passer par une longue et douloureuse période de transition, que les économistes qualifient de « destruction créatrice ». Sauf si, comme elle le suggère, l'État se met à conduire

des politiques économiques vraiment nouvelles qui raccourciraient cette transition.

Rassurez-vous, comprendre cette vision ne va pas vous demander de connaissances particulières en économie car Michèle a complètement digéré sa matière ; de plus, elle s'est nourrie de rencontres avec les entreprises et frottée à la réalité du terrain qu'elle laboure depuis des années. La vision qu'elle propose est donc facile à comprendre, pertinente, et finalement de bon sens. Tout ce qu'il faut pour qu'elle soit partagée. Enfin, pour ceux qui ont la charge de transformer notre pays, les clés sont données et une mise en œuvre immédiate est possible.

Lisez plutôt ! C'est convaincant et passionnant. On a envie que les projets qu'elle propose se fassent... et vite.

Jean-Louis BORLOO

Avant-propos

Élargir le cadre... pour reprendre la main

Je me souviens que, lorsque j'étais enfant, mon père me disait que, si deux droites ne se coupent pas dans la feuille de papier sur laquelle elles sont dessinées, il suffit d'agrandir celle-ci pour les voir se rencontrer. J'ai alors compris qu'il était possible de trouver des solutions qui paraissaient impossibles, à condition d'élargir le cadre.

Élargir le cadre, le champ de vision, pour mieux appréhender un monde économique mouvant, dont les profonds changements sont à l'œuvre depuis plus de vingt ans. Prendre en compte le fait qu'un tsunami qui s'est formé à des milliers de kilomètres de l'Hexagone menace de submerger, dans tous les pays développés, l'écosystème de l'« ancienne économie » fondée sur une croissance forte, créatrice d'emplois, avec un partage des revenus certes toujours acquis de haute lutte, mais *in fine* acceptable par tous. Et inventer des solutions pour régler ce qu'il faut désormais considérer, non comme une fatalité contre laquelle nous ne pourrions rien, mais comme un problème à résoudre – et un défi à relever.

Voilà ce qui a donné un sens à ma vie professionnelle, moi qui suis tout sauf une économiste en chambre – et qui me suis toujours considérée comme un dépanneur de problèmes, un chercheur de solutions. Voici aussi l'ambition de ce livre : aider à lever les blocages qui nous empêchent de changer de monde et de paradigme, et entraîner ainsi la société dans son ensemble vers un chemin d'espoir.

Car faire l'autruche ne sert à rien : l'heure est grave, réellement. Pas la peine d'attendre fébrilement les chiffres mensuels de l'Unedic ou ceux, trimestriels, de l'Insee, pour savoir qu'au-delà de soubresauts conjoncturels, le chômage est devenu un bloc de béton pétrifié au cœur de la société. Il faut désormais comprendre que le plein-emploi, dont nous croyons entrevoir le retour chez certains de nos voisins, n'est en fait qu'un leurre qui ne doit aucunement nous rassurer. Et surtout pas le signe avant-coureur d'un retour à la croissance d'antan, forte et partagée. Les nouvelles technologies numériques, que l'on qualifie souvent par ces quatre lettres magiques, « NBIC » (nanotechnologies, biotechnologies, technologies de l'information et sciences cognitives), embarquent le monde dans une toute nouvelle aventure, économique au premier chef, mais aussi sociale, environnementale, sociétale, morale et politique.

L'absence inéluctable de croissance, la fin programmée du travail et le remplacement des qualifications humaines par l'intelligence artificielle sont inscrits dans le marbre si nous ne décidons pas, collectivement, de modifier le cours des choses et de reprendre

notre destin en main. Nous pouvons nous contenter de rester tétanisés ou tout simplement attentistes face aux évolutions en cours, dont beaucoup sous-estiment les conséquences. Certains les regardent arriver paisiblement, pensant que les marchés doivent exploiter toutes les potentialités des technologies et que les hommes s'arrangeront toujours pour faire que ce monde construit à l'aveugle soit acceptable par tous. D'autres, au contraire, parmi lesquels je me range, pensent que l'homme doit orienter l'usage de ces outils pour vérifier qu'ils ne le conduiront pas à perdre son âme. Il serait alors trop tard pour revenir en arrière.

S'il est urgent d'agir, c'est aussi parce que la lame de fond qui balaie l'ancienne économie échappe à la mise en place de régulations classiques qui pourraient l'encadrer (intervention de l'État, politique fiscale, etc.). Le nouveau paradigme économique qui s'installe avec une rapidité que personne n'avait réellement anticipée s'organise autour de quelques monopoles mondiaux en passe de devenir plus puissants que les États eux-mêmes. Espérer les contraindre par les voies d'intervention nationales habituelles serait à la fois incertain et insuffisant. L'objet de ce livre est de montrer qu'une autre solution existe. Non pour arrêter la marche du progrès et revenir à un mode de production qui nous priverait des avancées incontestables des technologies numériques. Mais pour faire en sorte que le travail, non seulement qualifié, mais aussi non qualifié, soit intégré au processus économique, enrichisse les innovations technologiques, au

lieu d'être remplacé et supprimé par elles, et permette de mieux protéger notre planète.

Alors que nous croyons être toujours dans la troisième révolution industrielle, celle au cours de laquelle les nouvelles technologies automatisent la production de biens et services par ailleurs inchangés (c'est le process qui est modifié, pas le produit offert), nous sommes en fait déjà entrés, sans nous en rendre compte, dans la quatrième. Les technologies numériques permettent d'inventer de nouveaux « produits » – des « solutions » – qui intègrent et dépassent les biens et les services. Ils révolutionnent la façon de produire et de satisfaire les besoins. Ils font passer d'une économie de l'« avoir plus » à une économie de l'« être mieux ».

De nouveaux entrepreneurs ont déjà mis sur le marché les premières solutions sous forme d'applications ; elles ont séduit les consommateurs et trouvé leur rentabilité en éliminant le plus possible la main-d'œuvre du processus de production. Mais d'autres solutions complémentaires et concurrentes, que je qualifie de « quaternaires », sont possibles et attendues par les consommateurs : elles intègrent à la fois le travail de l'homme et la puissance organisationnelle des nouvelles technologies.

Elles permettront de retrouver les conditions de la création d'emploi, en mettant les potentialités de l'économie numérique au service des hommes. Les citoyens pourront alors non seulement retrouver l'espoir du retour à une croissance durable de plein-emploi, mais aussi contribuer à la construire sur le terrain.

I^{re} PARTIE

LA FIN DU TRAVAIL :
UNE AFFAIRE
À PRENDRE AU SÉRIEUX...

Croissance en berne et plein-emploi en trompe-l'œil

Pendant des décennies, on a constaté qu'il y avait création d'emplois dès lors que la croissance dépassait 2 %. On a donc édicté une sorte de « règle du pouce » qui résumait simplement cette liaison entre croissance et emploi : il suffisait de relancer la croissance pour créer des emplois.

Nous sommes trop nombreux en France à entretenir ce qui est devenu une illusion. Nous attendons, telle sœur Anne, que la croissance revienne, et avec elle le cercle vertueux des créations d'emplois et de la réduction du chômage.

En réalité, le lien entre croissance et emploi est très complexe. Il dépend de la nature elle-même de la croissance tout autant que de son volume. Et n'autorise donc pas à prolonger sans précaution cette « règle du pouce » que les constats empiriques contredisent désormais.

Prenons le cas de la France et de l'Allemagne. Contrairement à une croyance bien ancrée, ces deux pays ont eu la même croissance de leur PIB entre 2000 et 2015 – 20,8 % pour la France et 20,5 %

pour l'Allemagne. Dans le même temps, le taux d'emploi a augmenté de près de 10 points en Allemagne alors qu'il n'a pratiquement pas bougé en France. Ce n'est donc pas la croissance qui a fait la différence entre les performances allemandes et françaises en matière d'emplois et de chômage, mais le contenu en emplois de cette croissance.

Il faut méditer ce décalage entre l'analyse encore couramment employée et la réalité qui lui résiste. De la pertinence de cette analyse dépendra l'efficacité des politiques d'emploi mises en œuvre demain. Commençons donc par comprendre ce qui a changé pour en tirer les leçons.

Un talisman brisé ?

Au cours du siècle dernier, les patrons de l'industrie finançaient les usines dans lesquelles ils installaient des chaînes de production. Pour les faire fonctionner et fabriquer des biens, ils embauchaient et payaient des salariés – dont ils avaient absolument besoin. Les économistes expriment cela en disant que les capitalistes supportaient non seulement les coûts « fixes » des chaînes de production – ceux qu'il faut déboursier avant la production du premier bien et donc indépendamment de la quantité produite –, mais aussi les salaires, qualifiés de coûts « variables » car ceux-ci évoluent avec la quantité de biens produits. Comme les machines intégraient les constantes innovations technologiques de l'époque,

la production de biens dégageait sans cesse de nouveaux gains de productivité : chaque ouvrier produisait davantage par heure de travail. Dans ce cadre, les capitalistes – qui finançaient les machines – et les salariés – qui les faisaient tourner – ont réussi à s’entendre sur un partage de la richesse qu’ils avaient cocrée, partage que les économistes n’hésitent pas à qualifier d’« optimal ». Prenons l’exemple du secteur automobile. Henry Ford – qui n’avait rien d’un humaniste – avait constaté que, si on doublait leur salaire, les ouvriers travaillaient mieux et surtout pouvaient acheter les voitures de plus en plus chères et nombreuses qu’ils produisaient. Ce qui lui permettait, à lui, d’empocher plus de bénéfices. De plus, la hausse induite par les augmentations de salaire du prix relatif du travail par rapport au capital l’incitait à acheter des machines intégrant des innovations, donc plus productives. D’une certaine façon, à ce moment de l’histoire économique, l’intérêt des salariés rencontrait celui des patrons.

Certes, cela n’a pas été sans luttes et aurait sans doute été impossible sans le plein-emploi qui établissait un rapport de forces équilibré entre les ouvriers, regroupés dans des syndicats, et les employeurs. Finalement, chacun a pu, dans un cadre négocié, trouver son compte.

Tous ceux qui perdaient leur travail dans l’agriculture, alors en cours de mécanisation, ou dans l’artisanat, que l’industrie naissante détruisait, pouvaient être accueillis dans des emplois productifs nouveaux « à la chaîne ». Aussitôt récupérés dans le

circuit économique, ils étaient rapidement en position de bénéficiaire, grâce à leur salaire, d'une partie des gains de productivité dégagés sur les chaînes de production. Le secteur industriel a pu devenir ce que l'économiste Alfred Sauvy a appelé un « secteur de déversement¹ ». On avait trouvé presque miraculeusement le moyen d'engendrer une croissance partagée.

L'équipement de toute la population avec ces nouveaux biens de plus en plus diversifiés a permis de nourrir, pendant des décennies, une forte et longue croissance...

Méprise autour du plein-emploi

Aujourd'hui, les choses se passent de moins en moins ainsi en France, comme dans les autres pays développés. Certes, pour le moment, chacun se rassure en voyant que la plupart des pays développés ont retrouvé le plein-emploi, ce qui laisserait penser que suffisamment de postes ont été créés pour remplacer ceux qui étaient détruits dans l'industrie et les services par l'automatisation – tout comme, dans la première moitié du xx^e siècle, les emplois dans l'industrie avaient remplacé ceux qui étaient supprimés dans l'agriculture. Mais cette comparaison rapide relève en fait d'une illusion d'optique.

1. Alfred Sauvy, *La Machine et le chômage. Le progrès technique et l'emploi*, Dunod, 1980.

Aux États-Unis en particulier, le retour au plein-emploi est d'abord allé de pair, dès les années 1970, avec le développement de petits boulots salariés à temps très partiel et mal payés, dans les activités de commerce et de services. Puis, ces minijobs ont fait place à de nouveaux emplois correspondant au développement de métiers de manipulation, de transport, de distribution des derniers kilomètres, de *data centers* ou de contact avec le client dans le bénévolat collaboratif et le travail « ubérisé ». Aujourd'hui, de plus en plus de ces nouveaux actifs ne s'inscrivent même plus dans les catégories de travailleurs indépendants (très petites entreprises, freelance...). On observe, depuis 2015, le développement d'une nouvelle zone grise d'emplois « fantômes », à la fois hors du salariat et hors du monde des travailleurs indépendants. Du coup, la part des personnes actives dans la population des 15-64 ans baisse, alors que le taux de chômage reste voisin de son niveau très bas de 4%.

Cette constitution d'une sorte d'« armée de réserve » d'emplois « fantômes » n'est pas encore visible en Europe, où l'ubérisation est beaucoup moins développée. La mise en œuvre de politiques de flexibilisation du marché du travail s'y traduit par le développement d'emplois à temps partiel court et très court (quelques heures par semaine) et par la généralisation de nouvelles formes d'emplois (travailleurs indépendants, auto-entrepreneurs...), qui permettent de créer suffisamment d'heures de travail peu qualifié pour en donner quelques-unes à tous

et afficher le plein-emploi. Rappelons que, selon la définition du Bureau international du travail (BIT), une personne a un emploi si elle a travaillé au moins une heure, quelle que soit sa rémunération, au cours de la semaine précédant l'enquête. Pour reprendre la comparaison franco-allemande, sur la période comprise entre 2000 et 2015, alors que le nombre d'emplois a progressé davantage en Allemagne comme on l'a rappelé plus haut, le nombre d'heures travaillées y a moins augmenté qu'en France !

De plus, dans tous les pays qui ont retrouvé le plein-emploi, ces petits boulots sont jusqu'à présent concentrés sur des populations spécifiques : les jeunes qui en profitent pour financer la poursuite de leurs études car elles y sont très coûteuses, les femmes qui n'y jouissent pas de politiques familiales aussi généreuses qu'en France et seraient donc dans l'incapacité de prendre un travail à temps plein, et les seniors – souvent actifs malgré eux – contraints de travailler par intermittence pour compléter leurs retraites, elles aussi moins généreuses qu'en France. Liés à un modèle social très différent du nôtre – études payantes, subventions familiales quasi inexistantes, faible niveau des retraites –, ces « petits boulots » peuvent donc, pour l'heure et sous certaines conditions, être socialement acceptables dans les pays où ils fleurissent.

La France a opté pour un modèle social totalement différent, avec sa cohérence... et ses limites : études publiques gratuites (même si les exceptions se multiplient), politique familiale favorisant le travail

féminin, niveau de retraite élevé par rapport à la moyenne des pays industrialisés, du fait du système par répartition encore favorable, avec les équilibres démographiques passés.

Dans ce cadre, la précarisation de l'emploi a donc pris des chemins de traverse : elle est passée par la création de contrats de travail à durée déterminée mais à temps plein (CDD), très encadrés juridiquement. Cette politique de l'emploi s'avère beaucoup moins efficace pour créer du travail peu qualifié que le travail à temps hyperpartiel et très peu encadré pratiqué chez nos voisins ou aux États-Unis. Double conséquence : d'abord, la France n'ayant pas actionné ce levier des petits boulots de moins de 15 heures par semaine, elle n'a pu retrouver, comme ces autres pays, le « plein »-emploi. Ensuite, c'est seulement sur les jeunes et les seniors que le taux d'emploi est plus faible dans l'Hexagone que dans les autres pays.

Lentement mais sûrement, par le biais de l'intérim et surtout de l'auto-entrepreneuriat qui permettra le développement des emplois précaires de l'ubérisation, la France finira par afficher, comme les autres pays, un pseudo plein-emploi – de même que la création des minijobs a permis à l'Allemagne une nette et rapide amélioration de la situation de son marché du travail.

Au total, dans tous les pays développés, la création d'emplois salariés productifs à temps plein sous des formes contractuelles, qui avait été jadis la règle, se réduit comme peau de chagrin. La différence entre

les pays qui ont un taux d'emploi élevé et un taux de chômage faible et les autres, comme la France, réside pour l'essentiel dans l'existence du travail à temps très partiel, soit subventionné (heures payées 4 euros en Allemagne), soit sous forme de petits boulots de travailleurs indépendants. En France, où ces mini-jobs n'ont pas pu naître, l'emploi s'est principalement développé dans la sphère publique sous forme de travail salarié à temps plein, dans les collectivités locales en particulier. Surtout, le taux d'emploi y reste faible et le taux de chômage élevé.

Inégalités et faible croissance

Bien sûr, un petit boulot de quelques heures mal payées est préférable au chômage, même si on est correctement indemnisé. Ce serait absurde de le nier, ou de nier le fait que l'Allemagne est en meilleure position que la France en matière industrielle. Il s'agit seulement de reconnaître que le développement de ce nouveau type d'emplois conduit à une spectaculaire reprise de la croissance des inégalités dans tous les pays qui peuvent se targuer d'avoir retrouvé le plein-emploi.

Celle-ci a commencé avec la pression à la baisse sur les salaires liée à la concurrence de la main-d'œuvre des pays émergents ; le salaire minimum fixé au niveau fédéral, qui atteignait 10 dollars aux États-Unis dans les années 1970, a arrêté d'augmenter et s'est mis à baisser jusqu'à 6 à 7 dollars, voisin de